

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 25/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PERNOD RICARD FRANCE SAS

6 Bld Violet - BP001

66300 Thuir

Références : 2024-067-PR
Code AIOT : 0018300019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2024 dans l'usine PERNOD RICARD FRANCE SAS implanté 6 Bld Violet - BP001 66300 Thuir.
L'inspection a été annoncée le 05/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été programmée dans le cadre de l'action régionale "stockage de liquides inflammables" et de l'action nationale "Sécheresse".

La première action est réalisée dans le prolongement de la mise en œuvre du plan d'action « post-Lubrizol » qui vise à vérifier la bonne application des prescriptions relatives à la sécurité incendie et des prescriptions relatives à la rétention et au confinement des eaux d'extinction au sein des établissements stockant des liquides inflammables.

La deuxième action fait suite à la publication de l'arrêté ministériel sécheresse et a été retenue compte tenu de la situation particulière du département des Pyrénées-orientales.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PERNOD RICARD FRANCE SAS
- 6 Bld Violet - BP001 66300 Thuir
- Code AIOT : 0018300019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine PERNOD de Thuir est spécialisée dans la fabrication d'apéritifs à base de vins et de spiritueux destinés aux marchés nationaux et internationaux (Byrrh, Ambassadeur, Dubonnet,

Cinzano, Vabé, Muscat de Rivesaltes, Soho, Crème de Cassis, Vodkas Seagram's, Suze, Gloss de Suze, Amer)

Cette usine a été construite initialement en 1892, elle est située au cœur de la commune de Thuir. Le site occupe une superficie de 86 304 m² dont 38 821 m² couverts.

Le site PERNOD est organisé en plusieurs zones de production qui accueillent les activités suivantes :

- stockage de matières premières,
- aires de chargement et déchargement,
- fabrication,
- stockage intermédiaire,
- embouteillage,
- stockage de produits finis.

Cette installation a fait l'objet d'un récépissé de déclaration n° 5029 délivré le 22 mai 1981 et d'une autorisation par antériorité officialisée par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1952 du 11 juin 2001.

Dans le cadre d'une restructuration industrielle au sein de la société PERNOD, l'usine de Thuir a récupéré les activités de fabrication de la SUZE et du SOHO jusqu'à lors produits sur l'usine de Créteil. Cette extension a fait l'objet d'une demande d'autorisation avec enquête publique qui a abouti à l'arrêté d'autorisation n° 684 délivré le 04/03/2004 qui constitue l'acte administratif de référence.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- AN24 Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|---|-----------------------|
| 1 | Audit des prescriptions | Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 8.2.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 4 | Accessibilité des bâtiments et des locaux | Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.3.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 5 | Evacuation des fumées | Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.3.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 7 | Equipe d'intervention | Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.4.1.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 9 | Moyens de secours | Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.4.1.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 10 | Confinement des eaux d'extinction : | Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.4.1.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |
| 13 | Déclaration obligatoire en période de sécheresse | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|---|---|
| 2 | Gardiennage | Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 2.1.5 |
| 3 | Récupération des produits accidentellement épanchés | Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 3.4 |
| 6 | Locaux contenant des produits inflammables | Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.3.2 |
| 8 | Plan de sécurité : | Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.4.1.2 |
| 11 | Détection incendie | Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.4.1.2 |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|----------------------------------|---|
| 12 | Réductions d'eau de l'exploitant | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 |
| 14 | Mesures de crise | Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 3.1.1 |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De manière générale, l'inspection a constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif que technique.

Concernant le résultat de la visite, 7 faits « avec suites administratives » ont été relevés et sont récapitulés dans le tableau des points de contrôle.

L'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suite administrative demandant à l'exploitant, sous un délai variable allant de 1 à 6 mois en fonction du point de contrôle considéré, d'engager des actions correctives et de transmettre les justificatifs permettant de prouver la conformité à certaines prescriptions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Audit des prescriptions

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 8.2.2 |
| Thème(s) : Autre, Audit des prescriptions |
| Prescription contrôlée : Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. Les non-conformités et écarts qui ressortent de ces audits doivent être corrigés sans délai. En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant. |
| Constats : En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis les résultats des audits réglementaires concernant les différents arrêtés préfectoraux et ministériels. Concernant les arrêtés préfectoraux l'inspection a vérifié que tous les arrêtés préfectoraux sont pris en compte depuis l'arrêté préfectoral de référence du 04/03/2004. De même les principaux arrêtés ministériels de prescriptions générales liées aux rubriques en activité dans l'entreprise sont analysés (rubriques 2910, 1185, 2925, 1510, 1436, 2250) Ces prescriptions font l'objet d'une revue régulière, la dernière mise à jour date de mars 2024. L'inspection note que le résultat des audits, présenté sous forme de tableaux, reprend le titre des articles mais par l'intitulé des articles et le détail des différentes prescriptions, permettant de s'assurer du respect de la prescription, alinéa par alinéa. Concernant l'AP du 04/03/2004, l'inspection note un écart concernant la protection des réseaux de distribution contre les retours d'eau. L'exploitant précise que : <ul style="list-style-type: none">• le forage alimente en partie haute le château d'eau du site. Ce mode de fonctionnement peut constituer la disconnexion ;• le réseau AEP n'alimente que les sanitaires et le réseau incendie du site ;• un dispositif disconnecteur n'a pas été implanté sur le réseau AEP car il induit une perte de charge sur le réseau incendie. Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : Les réseaux de distribution d'eaux à usage sanitaire et les installations de prélèvement par forage doivent être protégés contre tout retour d'eaux polluées en conformité avec les articles 3.1 (2ème alinéa) et 3.2 de l'AP du 04/03/2004. L'exploitant doit justifier que : <ul style="list-style-type: none">• le réseau du forage est protégé par un dispositif anti retour ou présentant des garanties équivalentes ;• le réseau AEP :<ul style="list-style-type: none">◦ soit n'est pas soumis à cette obligation (le cas échéant consulter l'ARS),◦ soit a été mis en conformité. Concernant le résultat de l'audit, l'inspection suggère que le tableau reprenne les différentes prescriptions applicables et présente les éléments techniques et organisationnels mis en place pour justifier la conformité. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justification |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 2 : Gardiennage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 2.1.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations |
| Prescription contrôlée : Un gardiennage des installations doit permettre de garantir la sécurité des personnes et des biens y compris en dehors des heures de travail. L'exploitant établit une consigne sur la nature et fréquence des contrôles à effectuer. Le personnel de gardiennage : <ul style="list-style-type: none">• doit être familiarisé avec les installations et les risques encourus ; il doit recevoir à cet effet une formation particulière ;• doit être équipé des moyens de communication permettant de diffuser une alerte dans les meilleurs délais. Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puissent être alertés et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage. |
| Constats : En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis <ul style="list-style-type: none">• le recueil des procédures gardiens ;• la fiche de poste gardiens précisant les formations obligatoires des gardiens ;• la fiche d'émargement des gardiens justifiant de la prise de connaissance des différentes procédures gardiens• la check-list des points de contrôle journaliers des gardiens ;• la check-list des points de contrôle mensuels des gardiens ;• des exemples de fiches de contrôle renseignées par les gardiens ;• la procédure d'astreinte 2.P.1201 ;• la liste des personnes habilitées à l'astreinte (à jour au 19/03/2024) qui concerne 8 agents techniques sur le site. Ces documents font ressortir que le site est surveillé par un gardien H24, que des procédures prévoient les formations du gardien, les moyens de communication et les contrôles à réaliser. En cas d'anomalie hors heures ouvrées le gardien appelle l'astreinte du site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Récupération des produits accidentellement épandus

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 3.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement des aires et locaux de travail |
| Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les séparent de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément aux dispositions du présent arrêtés. |
| Constats : L'exploitant présente le plan des stockages des produits dangereux et polluants et les dispositifs existant pour recueillir les eaux de lavage et les produits accidentellement répandus : les produits dangereux et polluants sont sur rétention, le sol de tous les ateliers est étanche et les ateliers sont équipés de dispositif permettant la récupération des liquides épandus accidentellement. Au cours de la visite de terrain l'inspection a vérifié par sondage la présence de ces équipements : <ul style="list-style-type: none">• Zone 23 : activité de production d'anéthole ;• Zone 28 : stockage de bases vinyliques et groupes froids. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Accessibilité des bâtiments et des locaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.3.2 & article 7.4.1.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des bâtiments et des locaux |
| Prescription contrôlée : Article 7.3.2 Les installations doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elles sont desservies, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. Article 7.4.1.2 Les voies d'accès des engins de secours auront les caractéristiques minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">• largeur de la chaussée : 3 m• hauteur disponible : 3,50 m• rayon intérieur de giration : 11 m• hauteur libre : 3,50 m• résistance à la charge : 13 tonnes par essieu. |
| Constats : En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">• le plan ETARE de l'établissement ;• le plan de sécurité du site. Ces documents intègrent des plans localisant les risques, les moyens de secours et les points d'accès pour les secours. L'usine de Thuir est un établissement ancien mais l'exploitant confirme que les ateliers sont desservis par des voies suffisamment larges et dimensionnées pour permettre la circulation des engins du service d'incendie. Les pompiers lors de leur venue sur site et lors de l'établissement du plan ETARE n'ont pas fait d'observation à ce sujet. Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection suggère que le plan de secours identifie plus clairement les voies d'accès aux différentes parties de l'établissement utilisables pour les secours et répondant aux prescriptions des articles 7.3.2 et 7.4.1.2. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 5 : Évacuation des fumées

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.3.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Évacuation des fumées |
| Prescription contrôlée : Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. |
| Constats : En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis : |

- le rapport d'intervention de la société CHUBB France concernant la vérification programmée des dispositifs de désenfumage naturels 2022 (65 dispositifs recensés) ;
- le rapport d'intervention 2023 de la société CHUBB France concernant des travaux pour réparation de dispositifs de désenfumage ;
- la justification de la commande du contrôle 2024 ;
- le plan précisant l'emplacement des dispositifs de commande des trappes de désenfumage.

L'exploitant et le représentant de l'APAVE confirme que tous les ateliers ne sont pas équipés de dispositif de désenfumage du fait que certains locaux sont antérieurs aux obligations réglementaires qui découlent du Code du travail (à partir du 1^{er} janvier 1993) ou du Code de l'environnement (ICPE).

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit pouvoir justifier de la conformité des différents locaux à l'obligation (ou pas) d'un dispositif de désenfumage au regard :

- des obligations réglementaires applicables ;
- des risques particuliers présentés par des locaux.

Les zones couvertes par un dispositif de désenfumage doivent être reprises sur plan.

L'organisme extérieur réalisant le contrôle annuel doit préciser la portée du contrôle (conformité à la norme, vérification du fonctionnement, de l'étanchéité...).

Le cas échéant des moyens compensatoires doivent être prévus (signaler l'absence de dispositif de désenfumage, dispositifs pour faciliter l'évacuation des occupants et l'accès des locaux aux services de secours).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Locaux contenant des produits inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Locaux contenant des produits inflammables

Prescription contrôlée :

Les locaux abritant les liquides de point éclair compris entre 60°C et 93°C relevant de la rubrique 1436 présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- les parois extérieures sont construites en matériaux de classe A1 selon la norme NF EN 13 501-1 (incombustible) ;
- murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 ;
- planchers hauts REI 120 ;
- portes intérieures EI 30 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique
- en ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux A1 ainsi que l'isolant thermique (s'il existe). L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) satisfait la classe et l'indice BROOF (t3)
- les matériaux des ouvertures laissant passer l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Le sol des aires et locaux de stockage de liquides inflammables est imperméable et incombustible (de classe A1).

Constats :

L'exploitant précise que les dispositions constructives de l'atelier de production de l'Anéthole et de l'atelier de la colonne de distillation, concernés par la rubrique 1436, sont précisés dans le PAC « Projet Moureau » d'août 2018. Le § 6.3.1 du PAC confirme que l'atelier de production de l'anéthole, implanté dans un bâtiment ancien (parois maçonnerie traditionnelle en brique, charpente métallique avec assemblage bois, sol béton) respecte les principales prescriptions de

l'arrêté du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 1436 de la nomenclature des ICPE (art.2.3), qui ont été reprises à l'article 7.3.2.

Le représentant de l'APAVE :

- rappelle que la modélisation incendie Flumilog de cet atelier indique l'absence d'effets dominos internes et des zones d'effets létaux et irréversibles (3,5 et 8 kW/m²) confinées à l'intérieur des limites de propriété de PERNOD, de ce fait il n'a pas été prévu de modifier le caractère de résistance et de réaction au feu des portes extérieures de l'atelier anéthole (EI 120) ;
- précise que s'agissant d'une construction ancienne, les PV de conformité ne sont pas disponibles et que les appréciations de résistance ont été proposées par équivalence en fonction des matériaux de construction présents.

Lors de la visite de terrain l'inspection a vérifié la présence de la porte interne séparant les ateliers 3 et 4, coupe feu avec dispositif fusible, mise en place dans le cadre du projet Moureau.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Équipe d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.4.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Equipe d'intervention

Prescription contrôlée :

Une équipe d'intervention immédiate en cas de sinistre est constituée au sein de l'établissement. Les membres de cette équipe doivent être spécialement formés aux différentes formes d'intervention possibles dans les installations (information complète sur les produits, sur les moyens d'intervention disponibles et sur les consignes). Des exercices de simulation doivent être organisés à des intervalles n'excédant pas six mois.

Constats :

L'exploitant présente :

- la liste de l'équipe d'intervention du site composée de 6 agents ;
- la feuille d'émargement de la dernière formation ESI suivie par 5/6 agents le 11/01/2024 ;
- le plan d'intervention sécurité incendie du site (dernière mise à jour en janvier 2024) ;
- la liste des derniers exercices réalisés et les compte-rendus associés, à savoir :
 - Test incendie zone produits finis (Fiche reflexe n° FG14) : 18/10/2023
 - Test incendie Distillerie (Fiche reflexe n°FG13) : 03/11/2023
 - Test incendie explosion du local chaudière (Fiche reflexe n°FG17) : 15/11/2023
 - CR Exercice évacuation : 13/12/23

Le plan d'intervention précise la formation requise pour l'équipe de seconde intervention, initiale et recyclage.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- préciser le nombre minimal d'agents nécessaire pour constituer l'équipe d'intervention ;
- justifier de l'organisation mise en place pour s'assurer que ce nombre minimal est assuré à tout moment pendant les heures ouvrées de l'usine.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Plan de sécurité :

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.4.1.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan de sécurité : |
| Prescription contrôlée : L'ensemble du système de lutte contre l'incendie doit faire l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours. Les dispositifs de sécurités et les moyens de secours et lutte contre l'incendie doivent être maintenus en bon état de service et périodiquement vérifiés. L'exploitant réalise régulièrement des exercices d'application du plan de sécurité en liaison avec le SDIS, avec une périodicité inférieure à 1 an. Ces exercices font l'objet d'un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des ICPE et du SDIS. A l'occasion de ces exercices la compatibilité de l'utilisation des réserves constituées par l'effluent brut est en particulier épisodiquement vérifiée. Ce plan de sécurité est mis à jour systématiquement en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées. |
| Constats : Cf point de contrôle n°7 Le site dispose d'un plan d'intervention de sécurité qui précise notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'organisation du site en cas d'évènement, pendant les heures ouvrées et hors heures ouvrées ;• la composition du PC de crise et le rôle des intervenants ;• le message d'alerte « type » ;• les actions à mener en fonction du scénario considéré à l'aide de fiches guides. L'exploitant présente les échanges de mail avec les services de secours concernant leur participation aux exercices de mise en œuvre du plan de sécurité. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Moyens de secours

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.4.1.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours |
| Prescription contrôlée : L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">• un volume d'eau constitué au minimum de 660 m³ disponible en toutes circonstances dont:<ul style="list-style-type: none">◦ un volume d'au moins 220 m³ est assuré via le réseau d'eau public ou privé alimentant des poteaux incendie ou des bouches d'incendie, d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés à 200 mètres au plus de l'établissement (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours), permettant de fournir un débit minimal de 110 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils ;◦ une réserve d'eau fixe complémentaire d'au moins 440 m³.• une pomperie incendie capable de fournir aux équipements un débit minimum de 90 m³/h ;• des réserves en émulseur judicieusement disposées de capacité minimale de 2 m³ (dont 900 litres nécessaires pour la protection des chais alcool et de l'aire de dépotage) adaptés aux produits présents sur le site.• un système d'extinction d'incendie dans les chais constitué de générateurs à mousse bas foisonnement permettant d'assurer un taux d'application supérieur à 5 l/min/m² sur |

| |
|---|
| <p>chaque chai ;</p> <ul style="list-style-type: none"> des boîtiers bris de glace et des boutons poussoir pour le déclenchement manuel du système d'extinction automatique d'incendie répartis à proximité des lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ; des extincteurs et des robinets d'incendie armés répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Les robinets d'incendie armés (RIA) sont situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel. L'exploitant doit pouvoir justifier de la conformité du positionnement des différents extincteurs et RIA au regard du référentiel reconnu utilisé ; de moyens permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; d'un système interne d'alerte incendie ; des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente. Il tient les justificatifs (de capacité et du débit requis sur base d'une mesure in-situ) à disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> le rapport d'intervention de la société Chubb France concernant le contrôle périodique des RIA & PIA (08-2023) ; le rapport d'intervention de la société Chubb France concernant le contrôle périodique des extincteurs (08-2023) ; la commande pour les contrôles 2024 ; les rapports d'analyses de l'émulseur confirmant la conformité ; les justificatifs des contrôles internes de démarrage de la motopompe ; les rapports de visite par l'entreprise Uxello d'entretien de la motopompe. <p>Les conditions de l'alerte des secours et les plans des locaux figurent dans le plan de sécurité du site.</p> <p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer de la disponibilité opérationnelle permanente de la ressource en eau incendie extérieure à l'établissement et tenir les justificatifs (de capacité et du débit requis sur base d'une mesure in-situ) à disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 10 : Confinement des eaux d'extinction :

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.4.1.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction : |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont munis d'obturateurs et permettent la collecte des produits collectés avec une capacité minimum de 660 m³ avant rejet vers le milieu naturel.</p> <p>La vidange suivra les principes imposés par l'article 3.10 « limitation des rejets aqueux ».</p> <p>L'utilisation des moyens de confinement fait l'objet d'une consigne spécifique régulièrement testée.</p> |

Constats :

En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis la consigne épandage de produits précisant la conduite à tenir en cas de fuite et les modalités d'activation des obturateurs des réseaux.

Le site comprend 3 obturateurs sur le réseau d'eau pluviale qui doivent être activés en fonction du lieu du sinistre.

Le Plan de sécurité comprend également une fiche guide « épandage de produits liquides » précisant le positionnement des 3 obturateurs et les consignes pour les activer.

Les fiches « guide d'intervention » rappellent en fonction du scénario considéré, la nécessité d'activer les obturateurs.

L'exploitant précise que :

- il ne dispose pas des éléments techniques permettant de justifier de la capacité de rétention de 660 m³ ;
- les caniveaux présents dans les ateliers sont connectés au réseau eaux usées qui est relié à la station d'épuration interne au site.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit ;

- justifier de la capacité de rétention de 660 m³ ;
- préciser les modalités de collecte des eaux polluées par un incendie et interceptées par le réseau des eaux usées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 7.4.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions ci-dessus en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'une détection automatique d'incendie.

Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

La mise en place d'une détection est obligatoire :

- pour les stockages relevant de la rubrique 1510 et les locaux techniques et bureaux à proximité de ces stockages pouvant entraîner un effet domino sur les stockages relevant de la rubrique 1510 ;
- les installations de combustion relevant de la rubrique 2910 ;
- les zones contenant des Produits inflammables à haut titre alcoométrique volumique (TAV) (> 40 %).

Constats :

La mise en place des détecteurs a fait l'objet d'une demande de mise en conformité en 2020 à la suite de laquelle l'exploitant a :

- mis à jour en octobre 2020 l'étude des dangers, comprenant entre autres:
 - une étude technico-économique analysant la faisabilité d'implanter des détecteurs dans toutes les zones présentant un risque incendie
 - une analyse des autres moyens de détection d'un incendie sur l'usine, liées à la surveillance du site (caméras, gardiennage, pendant et hors ouvrées) ;
- rédigé une note sur la détection incendie permettant de vérifier la cohérence entre l'identification des zones à risque actuelles du site et les nécessités de détection incendie à déployer compte tenu des évolutions produits et équipements et des exigences réglementaires.

En suivant :

- l'exploitant a transmis le PV de mise en service des détections incendie rajoutés et le plan de masse des zones sous détection automatique ;
- l'article concernant la détection a été mis à jour par APC du 07/01/2021.

En préparation de l'inspection l'exploitant a remis :

- les rapports de maintenance des détecteurs, 1^{er} et 2^e semestre 2023 :
 - rapport de maintenance Pyrénées Sécurité System « installation fixe d'extinction automatique » ;
 - fiche d'intervention Pyrénées Sécurité System concernant la détection gaz
 - rapport d'intervention Sécur'IT « centrale de la chaufferie reliée à 4 détecteurs » ;
 - rapport de maintenance Pyrénées Sécurité System « essais et vérification du système de sécurité incendie » ;
- rapport d'essai d'étanchéité LAFONTAINELEC de la salle électrique ;
- la liste des détecteurs et des zones concernées associées à chacune des 3 centrales présentes sur le site.

L'exploitant confirme que les stockages relevant de la rubrique 1510 et les locaux techniques et bureaux à proximité de ces stockages, les installations de combustion relevant de la rubrique 2910, les zones contenant des Produits inflammables à haut titre alcoométrique volumique (TAV) (> 40 %) sont couverts par une détection incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant

Prescription contrôlée :

I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être

calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.

Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.

III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]

Constats :

L'usine PERNOD de Thuir, fait partie de la zone d'alerte « Têt aval, Bourdigou, Réart ».

Ce secteur est concerné par les niveaux de gestions suivants :

- arrêté préfectoral du 15/06/2022 : niveau Vigilance ;
- arrêté préfectoral du 02/08/2022 : niveau Alerte ;
- arrêté préfectoral du 14/11/2022 : niveau Alerte renforcée ;
- arrêté préfectoral du 09/05/2023 : niveau Crise.

Le dernier AP du 04/04/2024 a confirmé le niveau de crise.

L'usine de Thuir peut être concernée par 2 mesures d'exemption (recyclage des eaux et réduction de prélèvement) prévues par l'article 3 de l'AM du 30/06/2023, cf point de contrôle n°14.

Les consommations annuelles sur les 9 dernières années sont les suivantes :

| | | |
|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| 2015 : 41557 m ³ /an | 2018 : 36294 m ³ /an | 2021 : 30580 m ³ /an |
| 2016 : 40763 m ³ /an | 2019 : 39850 m ³ /an | 2022 : 33387 m ³ /an |
| 2017 : 40169 m ³ /an | 2020 : 32547 m ³ /an | 2023 : 30871 m ³ /an |

Sachant que les dispositions actuelles de l'arrêté d'autorisation du 04/03/2004 autorisent la société PRF à prélever jusqu'à 90000 m³/an, 450 m³/j et 70 m³/h.

Concernant la consommation 2023, l'exploitant précise que l'usine a eu une consommation d'eau important au premier trimestre du fait de la mise en route de la nouvelle ligne de production et de la nécessité de réaliser des tests de fonctionnement.

La production étant régulière sur l'année, l'exploitant propose de retenir la consommation 2022 pour déterminer le volume de référence, soit 33387 m³. Sur cette base, la diminution de 25 % en cas d'un niveau de gestion « crise » conduit aux consommations suivantes :

- 25040 m³/an (0,75 x 33387) ;
- 2087 m³/mois (25040 / 12) ;
- 482 m³/semaine (25040 / 52).

Le bilan des consommations transmis à l'inspection fait ressortir une consommation moyenne sur les semaines 19/2023 (passage au niveau de gestion « crise ») à 52/2023 de 395 m³/semaine.

En intégrant l'année 2024, la consommation moyenne s'établit sur la période de crise en cours (semaines 19/2023 à 16/2024) à 450 m³/semaine, soit en deçà de l'objectif fixé.

L'inspection note toutefois une augmentation de la consommation en début d'année (565 m³/semaine en moyenne sur les semaines 1/2024 à 16/2024) au-dessus de l'objectif et attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de poursuivre les efforts.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Déclaration hebdomadaire |
| Prescription contrôlée : IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise. |
| Constats : Suite au passage du département des Pyrénées-Orientales en niveau de gestion de « alerte renforcée » (semaine 09/2023), la société PERNOD transmet à l'inspection, toutes les semaines, les résultats sur la consommation hebdomadaire précisant notamment : <ul style="list-style-type: none">• les volumes consommés (forage, AEP, total) ;• les volumes rejetés après traitement ;• le volume prévisionnel pour la semaine suivante. Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : Le bilan doit permettre de vérifier la consommation par rapport à l'objectif de réduction de 25 % (2087 m ³ /mois et 482 m ³ /semaine). L'inspection propose que le bilan mentionne, en comparaison des objectifs de réduction : <ul style="list-style-type: none">• Le débit du mois ;• Le débit de la semaine ;• Le débit moyen mensuel et hebdomadaire depuis le début du passage au niveau de gestion de crise (semaine 19/2023). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 14 : Les installations exemptées

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2 |
| Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : <ul style="list-style-type: none">• captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;• captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;• alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;• transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;• production, distribution et cogénération d'électricité ;• production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables |

| |
|--|
| <p>mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; • collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; • nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'usine de Thuir est potentiellement concernée par les mesures des points 2° et 3° :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la réduction du prélèvement d'eau 2018 → 2022 est de 8 % mais de 20% sur la période 2015 → 2022, suite à la réalisation d'une étude technico-économique visant à réduire les consommations d'eau et à la mise en œuvre des mesures de réduction ; • une partie des eaux consommées sur les chaînes est réutilisée, mais cette réutilisation n'est pas chiffrée. <p>L'exploitant signale par ailleurs que depuis 2023 l'usine fabrique des produits sans alcool nécessitant une consommation supplémentaire d'eau de rinçage afin de garantir la sécurité alimentaire et que cette consommation ne peut pas être diminuée (en application de l'article 2.II 2° alinéa, ce volume pourrait être retiré du volume de référence).</p> <p>Le site respecte toutefois, à ce jour, la mesure de réduction en cas de crise de 25 % par rapport à la consommation de référence.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 15 : Mesure de crise

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 3.1.1</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Prescriptions locales plus contraignantes</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesures de gestions en cas de crise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires au personnel de l'installation • Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d'utilisation d'eau • Limitations volontaires des usages de l'eau • Réalisation d'une surveillance accrue des rejets de la station d'épuration • relevé quotidien des dispositifs de mesure totalisateurs sur les différents points de prélèvement. • Mise à disposition des inspecteurs du registre de prélèvements journaliers • Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau. • Interdiction d'essais de poteaux incendie, • espacement des essais extinction automatique zone dépotage alcool (15 j => 1 mois), • interdiction de lavages n'induisant pas de risques sur la sécurité sanitaire des aliments ou la sécurité, • Préparation de changements éventuels sur le planning des élaborations et des conditionnements (préparation au passage en alerte renforcée) • Arrêt du nettoyage à l'eau du local terre de filtration • Réorganisation des séquences d'embouteillage pour limiter les changements de format (et donc les nettoyages de ligne). • réorganisation du planning de production pour limiter/supprimer les changements de format ; |

- limitation du nombre de lavages des installations à la maille semaine ;
- déprogrammation de volumes planifiés en production et décalage de productions afin de respecter le débit de consommation du niveau de crise;
- consommation limitée aux usages économiquement essentiels pour assurer la continuité de l'activité.

Constats :

L'exploitant confirme que :

- Un affichage de sensibilisation aux éco-gestes a été mis en place au niveau de tous les points d'eau AEP ;
- Les écrans numériques permettant de diffuser de l'information aux salariés, dans la salle de pause et dans les différents ateliers, sont utilisés pour diffuser les messages concernant la gestion de la sécheresse et les mesures d'économie d'eau ;
- le suivi renforcé des paramètres de fonctionnement de la step avec des fréquences journalières, hebdomadaires et mensuelles ;
- la réutilisation des effluents traités pour diluer le polymère utilisé pour le traitement de la step ;
- Les poteaux incendie interne n'ont pas été contrôlés en 2023 mais ce contrôle a été programmé pour 2024 ;
- les sols sont nettoyés à l'aide d'auto-laveuse et il n'y a plus de lavage au jet sur l'usine. Le nettoyage du local de filtration a été suspendu ;
- la réorganisation des plannings de fabrication afin de limiter les nettoyages des lignes entre chaque fabrication.

Par ailleurs l'exploitant a fait réaliser :

- une étude hydrogéologique afin de vérifier la vulnérabilité du forage ; cette étude conclut que les enregistrements des débits et niveaux piézométriques montrent un bon fonctionnement du forage, avec une productivité préservée depuis sa création en 2006, et une marge de sécurité importante au regard de la profondeur d'aspiration de la pompe ;
- un diagnostic hydrique du site afin d'identifier de nouveaux leviers de réduction, d'optimisation et de circularité de l'eau au sein du site. Ce diagnostic confirme la possibilité de mettre en œuvre des moyens d'optimisations complémentaires pour maîtriser la consommation d'eau du site. Cette étude qui vient d'être remise par le bureau d'étude est en cours d'analyse.

Type de suites proposées : Sans suite